

Table des matières

PRÉFACE	5
----------------	----------

CHAPITRE I – L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ : HISTOIRE ET THÉORIE	13
--	-----------

I. Qu'est-ce qu'une économie de marché ?	13
---	-----------

A. UN SYSTÈME RADICALEMENT NOUVEAU	13
------------------------------------	----

1. Les économies de marché sont des exceptions historiques	13
--	----

2. Marché et individu, des inventions du XVIII ^e siècle, l'idée libérale	15
---	----

3. Le débat sur la naissance du capitalisme	16
---	----

4. L'« ethos » du capitalisme	20
-------------------------------	----

B. UN ORDRE JURIDIQUE FORTEMENT INSTITUTIONNALISÉ	20
---	----

1. Le marché est une institution qui repose sur des règles contraignantes	20
---	----

2. Le non-dit des relations marchandes : un lien social invisible, la « confiance » repose sur un ensemble de conventions	21
---	----

3. L'attribution des droits de propriété au cœur de l'efficience du marché	22
--	----

4. Définition et protection des contrats	24
--	----

C. LE FONCTIONNEMENT D'UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ	24
---	----

1. L'entreprise est au cœur du système	24
--	----

2. La théorie du marché autorégulateur	25
--	----

3. La portée heuristique du modèle	31
------------------------------------	----

4. Les deux conceptions du marché	33
-----------------------------------	----

II. Du capitalisme concurrentiel au capitalisme institutionnel	34
---	-----------

A. LE CAPITALISME CONCURRENTIEL DU XIX ^e SIÈCLE	34
--	----

1. Un marché atomistique	34
--------------------------	----

2. Vive concurrence sur le marché du travail	34
--	----

3. Intervention de l'État limitée	37
-----------------------------------	----

B. STADE FORDISTE À PARTIR DU MILIEU DU XX ^e SIÈCLE	38
--	----

1. Domination des grandes firmes, loi du marché marginalisée	38
--	----

2. Institutionnalisation des relations salariales et compromis fordiste	38
---	----

3. Intervention systématique de l'État	39
--	----

C. DU CAPITALISME FORDISTE AU CAPITALISME PATRIMONIAL	40
---	----

1. Un marché du travail flexibilisé et précarisé	40
--	----

2. Le retour du capital et des marchés financiers mondialisés conduisent à privilégier la « création de valeur pour l'actionnaire »	41
---	----

3. Du libre-échange à la mondialisation-globalisation	42
4. Désengagement de l'État, mise en concurrence des services publics	43
III. Petite histoire de la pensée économique	45
A. LES PRÉCURSEURS	45
1. D'Aristote à saint Thomas d'Aquin : le commerce tenu en suspicion	45
2. Du XVI ^e au XVIII ^e : une lente légitimation du gain	45
B. LES CLASSIQUES : TRIOMPHE DU LIBÉRALISME	47
1. Les principes de base communs	47
2. La diversité de l'école classique	48
C. MARX, UNE VERSION RADICALE DE LA PENSÉE CLASSIQUE	49
D. LES NÉO-CLASSIQUES ET L'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL	51
1. Les principes fondateurs	51
2. Les enfants de Walras ou l'immense nébuleuse néoclassique	53
E. KEYNES, LE PLEIN EMPLOI N'EST PAS GARANTI	56
1. Les principes de base	56
2. Quelques courants nés après les ruptures keynésiennes	58
CONCLUSION	62
CHAPITRE II – LA PRODUCTION	63
I. De la combinaison des facteurs à la sociologie des organisations : qu'est-ce que produire ?	63
A. LE MODÈLE NÉOCLASSIQUE ORIGINEL	63
1. La fonction de production à deux facteurs	63
2. La firme et le marché, la mécanique sans surprise de l'optimum	69
3. La concurrence imparfaite et la découverte des agents-stratèges	71
B. DE LA MAIN INVISIBLE DU MARCHÉ À LA MAIN VISIBLE DES MANAGERS	76
1. La firme ignorée : la boîte noire	76
2. De la firme-point à la firme-acteur, l'économie industrielle	77
3. L'interrogation sur l'existence des firmes : les approches contractuelles	78
4. L'opposition des managers et des actionnaires	80
5. Théorie de la décision, la mise en cause de l'hypothèse de rationalité	83
C. L'ENTREPRISE ENVISAGÉE COMME UNE ORGANISATION	84
1. La mise en cause de la conception webérienne de la bureaucratie	84
2. Les actions stratégiques individuelles au sein des organisations	85
3. Efficience x et culture d'entreprise, l'irréductibilité du groupe humain	86
D. LA FIRME ÉVOLUTIONNISTE	87
1. Le programme de recherche	87
2. Les principes et concepts	87
II. L'entreprise : structure et concentration	88
A. STRUCTURE JURIDIQUE	89
1. Des exigences contradictoires	89
2. Essor des sociétés, émergence des économies publiques et sociales	89
B. LES GÉANTS, LES MULTINATIONALES ET LES PME	91
1. Tendance historique à la concentration, et renouveau récent des PME	91
2. La tendance au regroupement	93
3. Les causes de la concentration	95

III. Organisation et efficacité	96
A. PARCELLISER LE TRAVAIL OU MOBILISER LES HOMMES	96
1. La vision tayloro-fordiste : gigantisme et déshumanisation	96
2. Le toyotisme, triomphe du collectif sur l'individuel, de la coordination horizontale sur le commandement hiérarchique	101
3. Mondialisation, nouvelle économie et flexibilité : l'obstacle des droits sociaux	105
B. VENDRE	106
1. Nouvelles formes de distribution	106
2. Publicité	106
3. Marketing	107
C. GÉRER ET ÉVALUER LA PERFORMANCE	107
1. La comptabilité	107
2. La comptabilité à l'ère du capitalisme actionnarial	109
CONCLUSION	112
CHAPITRE III – REVENU ET PATRIMOINE	113
I. Un mouvement de socialisation et d'égali sation	113
A. RÉPARTITION DES REVENUS ET MESURE DES INÉGALITÉS	113
1. Répartition fonctionnelle : les revenus primaires ou d'activité	113
2. Répartition personnelle : les revenus des individus et des ménages	117
B. LES DÉTERMINANTS DU REVENU	122
1. Principaux facteurs de variation des salaires identifiés empiriquement	122
2. Analyses théoriques	126
C. DEPUIS LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE : ESSOR ET ÉGALISATION	129
1. Les gains de pouvoir d'achat s'accélèrent depuis le XIX ^e siècle	129
2. La révolution du niveau de vie induit une énorme réduction des inégalités	130
3. Le mouvement s'interrompt avec la contre-révolution des années 1980-1990	133
II. L'écart des patrimoines, bastion des clivages sociaux	135
A. LA FRANCE, ROYAUME TRADITIONNEL DE L'ÉPARGNE	135
B. COMPOSITION ET RÉPARTITION	136
1. Concepts : des flux de revenu au stock du patrimoine	136
2. Le patrimoine est beaucoup plus concentré que le revenu	137
C. L'ACCUMULATION PATRIMONIALE	139
1. Les facteurs d'accroissement du patrimoine	139
2. Explication : l'argent vient à l'argent	139
3. Conséquences : les inégalités de niveaux de vie sont mal prises en compte faute d'une connaissance précise des patrimoines	141
III. La pauvreté ne disparaît pas	141
A. PERSISTANCE ET AGGRAVATION DE LA PAUVRETÉ DANS LES PAYS RICHES	141
1. Mesure de la pauvreté	141
2. 45 millions de pauvres aux États-Unis, 3 millions en France	142
3. Pauvreté et désinsertion, cumul de handicaps et « carrières » d'exclus	144
B. LE RMI VISE À PALLIER LES ACCROCS DU FILET PROTECTEUR	146
1. La pauvreté n'est pas prise en compte par l'État-Providence	146
2. Un bilan contrasté	146

C. LE DÉBAT SUR LE REVENU D'EXISTENCE	147
1. La crise de l'emploi impose de dissocier revenu et travail	147
2. Revenu d'existence et dette sociale	147
3. Les différentes versions du revenu d'existence	148
CONCLUSION	149
CHAPITRE IV – CONSOMMATION, ÉPARGNE	151
I. Des faits bien établis	153
A. HISTORIQUE, LES RÉVOLUTIONS DE LA CONSOMMATION	153
1. Du revenu de subsistance à la « société de consommation »	153
2. De l'épargnant au consommateur : la révolution hédoniste	153
3. Méthodologie : comment comparer les valeurs dans le temps	154
B. TYPOLOGIE ET STRUCTURE	158
1. Découvertes d'Engel : un modèle empirique basé sur des faits stylisés	158
2. Vérification dans le temps : évolution des coefficients budgétaires	159
3. Vérification dans l'espace, différences de consommation entre ménages	161
C. LOGEMENT ET BIENS DURABLES, UNE ÉVOLUTION SPECTACULAIRE	163
1. Accès à la propriété du logement, un ascenseur social	163
2. La diffusion des biens durables, imitation et uniformisation sociale ?	163
D. L'ESSOR DE LA CONSOMMATION SOCIALISÉE	165
1. Un exemple, l'éducation	165
2. La santé	167
Conclusion	167
E. LES DÉCISIONS D'ÉPARGNE AU CŒUR DE LA CONJONCTURE	168
1. Dans le cas de la France depuis 1960, les faits ne confirment pas la théorie	169
2. La plupart des modèles explicatifs sont mis en échec	169
3. Des hypothèses alternatives	169
II. Analyse micro-économique, la rationalité et ses limites	171
A. LE MODÈLE STANDARD : LE CONSOMMATEUR HYPER-RATIONNEL	171
1. Quand Marshall s'en va ramasser des mûres, la dialectique avantage / coût	171
2. Préférences et budget : l'optimisation sous contrainte de rareté	172
3. Les comportements de base	175
4. La construction de la fonction de demande globale	179
B. LA NOUVELLE MICRO-ÉCONOMIE, UNE ÉVOLUTION RADICALE	180
1. La nouvelle « théorie du consommateur »	180
2. La « nouvelle micro-économie » et ses prolongements	181
III. Macroéconomie, débat autour de la thèse keynésienne	184
A. LA FONCTION KEYNÉSIENNE DE CONSOMMATION	184
1. La propension à consommer est une fonction croissante du revenu et non décroissante du taux d'intérêt	185
2. Vérifications empiriques de la fonction keynésienne de consommation	186
B. LES MODÈLES ALTERNATIFS À LA FONCTION KEYNÉSIENNE	186
1. Les reformulations keynésiennes	186
2. Les mises en cause de la fonction keynésienne	187

IV. Approches sociologiques : le consommateur sous influence	190
A. INFLUENCE DE L'OFFRE : NORMES DE CONSOMMATION, FILIÈRE INVERSÉE	190
1. Une analyse historique : la thèse régulationniste	190
2. La Filière inversée de Galbraith	191
3. Le consommateur bafoué et sa défense par le mouvement consumériste	191
4. Défection et prise de parole (Exit/Voice)	192
B. D'HALBWACHS À BOURDIEU, CONSOMMATION ET CLASSES SOCIALES	193
1. Des normes sociales de classe	193
2. Monopole des classes dominantes sur la définition des goûts légitimes	194
C. LA TENDANCE À L'UNIFORMISATION N'INTERDIT PAS LA DIFFÉRENCIATION	194
1. Égalisation des conditions et uniformisation de la consommation	195
2. La variété des comportements demeure néanmoins	196
D. CONSOMMATION DE SIGNES, ET CONSTRUCTION DU MOI SOCIAL	196
1. Imitation	196
2. Ostentation	197
3. Distinction, la fonction de barrière sociale du mode de vie	197
4. Consommation de signes sociaux	197
CONCLUSION	198
CHAPITRE V – LA CROISSANCE	199
I. Deux siècles de croissance et de crises	199
A. DEPUIS LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE, UNE ÈRE DE CROISSANCE RAPIDE	199
1. Les rythmes	199
2. La croissance bouleverse les structures	200
B. RÉGULARITÉ DES FLUCTUATIONS JUSQU'AU XX ^e SIÈCLE : DES CRISES FRUMENTAIRES AUX CRISES DE SURPRODUCTION	201
II. L'analyse des cycles	202
A. CYCLES COURTS, LA VIOLENCE DES ÉCONOMIES DE MARCHÉ NON RÉGULÉES	202
1. Cycles mineurs Kitchin	203
2. Cycles majeurs Juglar : régularité et violence	203
3. Les explications : les cycles découlent des mécanismes du marché	204
4. Les premières politiques anti-crise	206
C. CYCLES LONGS KONDRATIEFF	207
1. Des ondes longues d'une cinquantaine d'années	207
2. L'énigme des cycles longs	208
D. LES DEUX « CRISES » DU VINGTIÈME SIÈCLE	209
1. La crise de 1929 correspond bien au modèle cyclique	209
2. Le marasme de la fin du XX ^e siècle : crise ou mutation ?	211
III. Les analyses de la croissance	215
A. PRINCIPAUX THÈMES	215
1. Le rôle des facteurs naturels	215
2. Loi de l'offre ou loi de la demande, le rôle des débouchés	220
3. Investissement ou (et) esprit d'entreprise ?	220
4. La monnaie, la banque, l'État	221
5. Le troisième facteur est le plus important : le rôle du progrès technique	222

B. LES MODÈLES DE CROISSANCE	224
1. Les classiques : épargne, division du travail, esprit d'entreprise	224
2. Marx : le capitalisme impulsé puis étouffé par son moteur, le profit	226
3. Modèles keynésiens, croissance par l'investissement, équilibre lié à la demande	228
4. Néo-classiques, croissance par le progrès technique exogène (résidu) équilibre automatique par la substitution capital/travail	233
5. Depuis les années 1980 : endogénéiser les facteurs de croissance	238
CONCLUSION	245
CHAPITRE VI – EMPLOI ET CHÔMAGE	247
I. La population active	247
A. CONCEPTS ET ÉVOLUTION	247
1. Les tendances	248
2. Les déterminants de l'évolution	248
B. LA STRUCTURE DE LA POPULATION ACTIVE	251
1. Par statut : salariés et indépendants	251
2. Par secteurs : montée du tertiaire	254
3. Par PCS : la révolution de la structure sociale	259
4. Par sexe : la place des femmes	261
II. De la demande de travail à l'emploi	262
A. OBJECTIF DE PRODUCTION ET DEMANDE THÉORIQUE DE TRAVAIL	262
1. Marché du travail ou marché de l'emploi ?	262
2. Les déterminants de la demande de travail (création d'emplois)	263
B. DE L'EMPLOI THÉORIQUE À L'EMPLOI EFFECTIF	263
1. Une grande variété de facteurs	263
2. L'impact de la durée du travail	264
3. Qualification et formation	266
III. Évolution : vers la déstabilisation de l'emploi	268
A. L'INSTITUTIONNALISATION-RIGIDIFICATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL	268
1. Tendance à l'emploi statutaire	268
2. Tendance à la carrière à l'ancienneté	269
3. Tendance à la rigidité des rémunérations	269
4. Tendance à la rigidité des horaires	270
5. Effets de seuil	270
B. DESTABILISATION DE L'EMPLOI : SEGMENTATION ET PRÉCARISATION	270
1. Segmentation du marché du travail	270
2. La flexibilité de l'emploi	272
C. LE CHÔMAGE DE MASSE	276
1. Évolution	
2. Les caractéristiques des chômeurs	277
3. Comparaison internationales	279
IV. Le débat sur les causes	279
A. LES APPROCHES CLASSIQUES ET LEURS INTERMÉDIAIRES	280
1. La thèse néoclassique : le travail est une marchandise, le chômage est volontaire, autorégulation par la flexibilité du taux de salaire	280

2. La thèse keynésienne : le marché du travail est une fiction, le chômage est involontaire, hétérorégulation par les quantités	282
3. Une thèse œcuménique : la théorie des équilibres à prix fixes (autorégulation du chômage classique ou/et hétérorégulation du chômage keynésien)	284
B. À LA RECHERCHE DU CHÔMAGE D'ÉQUILIBRE : DE LA COURBE DE PHILLIPS AU MODÈLE WS-PS	285
1. De la courbe de Phillips au taux de chômage d'équilibre	285
2. Théorie du chômage cumulatif, hystérèse et instabilité du NAIRU-NAWRU	289
3. WS-PS : le chômage d'équilibre en concurrence imparfaite : pouvoir de marché des firmes et de négociation des travailleurs	291
C. LES PROGRÈS DE L'ÉCONOMIE EXPÉRIMENTALE ET LA NOUVELLE MICRO-ÉCONOMIE DU MARCHÉ DU TRAVAIL	293
1. Les formes inattendues de la demande de travail	293
2. Les formes inattendues de l'offre de travail	297
3. Le rendement de l'éducation	298
4. L'impact des structures socio-juridico-économiques du marché	298
D. APPROCHES SOCIO-INSTITUTIONNELLES	301
1. Économie des conventions : le chômage n'est pas qu'une affaire de croissance	301
2. Chômage d'exclusion, désinsertion et stigmatisation	302
3. Normes comportementales : logique de marché et logique de statut	302
V. Les politiques d'emploi	303
A. UN PANEL D'ACTIONS TRÈS VARIÉES...	303
1. Essor du chômage et... de la dépense pour l'emploi	303
2. Jusqu'en 1997, les dépenses pour l'emploi varient comme le chômage	303
B. LES PRINCIPALES MODALITÉS DES POLITIQUES D'EMPLOI	304
1. 1 ^{er} volet : les politiques dites « passives » : « gérer » le « stock » de chômeurs	304
2. 2 ^d volet : les politiques dites « actives » pour stimuler la demande de travail	306
3. L'essor d'un 3 ^e volet : l'hypothèse des trappes à inactivité, restructurer l'État social pour stimuler l'offre de travail, du welfare au workfare	310
VI. Le bilan des politiques d'emploi	311
A. CROISSANCE, LA COMPOSANTE CONJONCTURELLE DU CHÔMAGE	311
1. 1 ^{er} niveau : impact de la croissance, la politique conjoncturelle est efficace	311
2. 2 ^d niveau : impact de la productivité, le progrès technique contre l'emploi ?	311
B. COÛT DU TRAVAIL, LA 1 ^{RE} COMPOSANTE CLASSIQUE DU CHÔMAGE	313
C. FLEXIBILITÉ ET EMPLOI, LA 2 ^{DE} COMPOSANTE CLASSIQUE DU CHÔMAGE	316
D. LA MONDIALISATION ET L'EMPLOI	318
E. TEMPS DE TRAVAIL ET EMPLOI, L'HYPOTHÈSE MALTHUSIENNE	318
F. LES MODÈLES D'ÉTAT-PROVIDENCE AU CŒUR DE LA RELATION D'EMPLOI	320
1. Les régimes d'activation des politiques d'emploi	320
2. Les stratégies et modèles nationaux	321
CHAPITRE VII – LES ÉCHANGES INTERNATIONAUX	323
PROLOGUE : UN TOUR D'HORIZON HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE	323
I. Les analyses théoriques	327
A. PROTECTIONNISME ET ANALYSES EN TERMES D'INTÉRÊT NATIONAL	327
1. Les mercantilistes	328
2. Le protectionnisme éducateur de Friedrich List (1789-1846)	328

3. Keynes, éviter la transmission internationale des récessions	329
B. LES DIFFÉRENCES INTERNATIONALES DE COÛTS ET LE LIBRE-ÉCHANGE	329
1. Smith : la loi de l'avantage absolu	330
2. Ricardo : la loi des avantages comparatifs	330
3. Le théorème HOS : allocation optimale des ressources par l'échange	331
C. LES DIFFÉRENCES INTERNATIONALES DE TECHNOLOGIE	332
1. Marxisme, domination et exploitation	332
1. Vernon et Akamatsu : innovation et cycle du produit	333
2. Essor des échanges intra-branche, de l'échange de différence à l'échange de similitude	334
D. LES NOUVELLES THÉORIES DU COMMERCE INTERNATIONAL	335
1. La critique de la théorie des avantages comparatifs	335
2. Des avantages <i>ex ante</i> aux avantages <i>ex post</i>	336
3. Une explication plausible de l'évolution contemporaine	337
II. La dialectique de l'intérieur et de l'extérieur	339
A. LE LIBRE-ÉCHANGE ET SES CONTRAINTES	340
1. Avantages : les surplus de l'échange	340
2. Inconvénients : la contrainte extérieure	340
3. La marche chaotique mais continue du libre-échangisme	342
4. La régionalisation du monde	346
B. ÊTRE COMPÉTITIF PROCURE DES MARGES DE MANŒUVRE	348
1. Les concepts	348
2. Les déterminants de la compétitivité et de l'attractivité	349
3. Les indicateurs de compétitivité	353
C. LES VOIES DE TRAVERSE SONT DIVERSEMENT EFFICACES...	353
1. Le jeu des taux de change	353
2. Le jeu ambigu des mesures protectionnistes	355
III. Division internationale du travail et mondialisation	356
A. LES SPÉCIALISATIONS ET LEUR ÉVOLUTION	356
1. Recul des biens primaires, essor des biens manufacturés et des services	356
2. Prépondérance des échanges Nord-Nord	356
3. Les grandes zones du commerce mondial	357
B. TROIS GRANDS TYPES D'INSERTION DANS LA MONDIALISATION	359
1. Les vieilles nations industrielles	359
2. Les exportateurs de produits de base	362
3. Les pays à développement rapide	364
C. LE DÉBAT SUR LA MONDIALISATION	364
1. La globalisation et le renouveau du débat protectionnisme / libéralisme	365
2. Libre-échange, délocalisation, salaires et emploi	367
IV. Firms transnationales et division de la production	370
A. LES RAISONS DE LA MULTINATIONALISATION ONT ÉVOLUÉ	370
B. STN ET EXPORTATION DES CAPITAUX	372
1. Le poids des firms transnationales	372
2. La globalisation contraint à accélérer le mouvement de fusions-acquisitions	373
3. L'envol des IDE ramène à la situation du début du XX ^e siècle	374

C. LES MULTINATIONALES ET LA MONDIALISATION	375
1. La Division Internationale des Processus Productifs (DIPP)	375
2. Des effets contradictoires	376
CHAPITRE VIII – MONNAIE ET FINANCEMENT	379
PROLOGUE	379
1. La monnaie vue comme un instrument de l'échange	379
2. La monnaie vue comme un rapport social	380
Introduction	384
I. Qu'est-ce que la monnaie ?	386
A. LA DIVERSITÉ DES MOYENS DE PAIEMENT	386
1. La monnaie au sens strict : un moyen de paiement immédiat	386
2. La monnaie au sens large : les liquidités	387
B. APERÇU HISTORIQUE : LA TENDANCE À LA DÉMATÉRIALISATION	389
1. Des monnaies-marchandises à la monnaie métallique frappée	389
2. Le billet une monnaie fiduciaire à circulation autonome	390
3. La monnaie scripturale n'a pas d'existence hors du système bancaire	391
C. MESURE STATISTIQUE : LA MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES	392
1. La masse monétaire, quelles frontières ?	392
2. Le crédit, principale contrepartie de la masse monétaire	393
II. Le fonctionnement d'une économie bancarisée	394
A. LA CRÉATION DE MONNAIE : L'ÉCHAFAUDAGE MONÉTAIRE	394
1. Dépôts à vue, monnaie scripturale créée par les banques commerciales	394
2. La monnaie centrale est le ciment de l'édifice	394
3. La banque centrale en est le pilier	395
B. LA CIRCULATION DE MONNAIE : LE CIRCUIT MONÉTAIRE	397
1. Les crédits font les dépôts (<i>loans make deposits</i>)	397
2. Un multiplicateur de crédit limité par les fuites vers la monnaie centrale	398
3. Les banques traquent la fuite vers la monnaie centrale	399
4. Les pratiques des banques centrales sont assez proches	401
III. Le fonctionnement de la finance de marché	402
A. LES MARCHÉS DES TITRES	402
1. Quoi ? Des actions et des obligations	402
2. Où ? Les grandes catégories de marché	405
3. Qui ? Les grands types d'opérateurs	408
B. LES MARCHÉS DÉRIVÉS	411
1. Les grandes catégories de marché	411
2. À chaque risque, son marché	413
IV. Banque et bourse, les deux voies du financement	416
A. LE TAUX D'INTÉRÊT ET LE COMPORTEMENT DES AGENTS	416
1. Les comportements d'épargne et d'emprunt au cœur de l'activité	416
2. Le taux d'intérêt, référence centrale des économies monétarisées	419
3. Bilan financier des agents et balance des paiements	425

B. DEUX MODALITÉS RADICALEMENT OPPOSÉES	425
1. L'intermédiation bancaire et l'activité	425
2. L'intermédiation financière et l'activité	428
D. LE VA-ET-VIENT HISTORIQUE ENTRE ÉCONOMIE D'ENDETTEMENT ET DE MARCHÉS FINANCIERS	430
1. Jusqu'aux années 1930 : place privilégiée des marchés financiers	430
2. Dans les années 1945-1970 : économie d'endettement	431
3. Depuis les années 1980 : retour en force des marchés financiers	432
4. Un bilan avantage-coût mitigé	434
IV. Les théories monétaires	440
A. LA THÉORIE QUANTITATIVE, LA MONNAIE VOILE	440
1. Principe : la valeur de la monnaie varie en sens inverse de sa quantité	440
2. Politiques monétaires orthodoxes : la neutralité	442
B. KEYNES, LA MONNAIE N'EST PAS NEUTRE	443
1. De nombreux auteurs avaient déjà intégré les variables monétaires	443
2. Pour Keynes, la monnaie est active	444
3. Application conjoncturelle : courbe de Phillips et modèle IS/LM	449
C. LE MONÉTARISME ET LA DIVERSITÉ DES RÉACTIONS ANTI-KEYNÉSIENNES	449
1. Une grande variété de thèses neutralistes	450
2. Stabilité monétaire, refus de l'intervention conjoncturelle	451
CHAPITRE IX – LES RELATIONS MONÉTAIRES INTERNATIONALES	455
Introduction	455
I. Le marché des changes au centre de la finance mondialisée	456
A. LE FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ	456
1. Les régimes de change	456
2. Le choix des régimes de change est de plus en plus diversifié	458
3. Un marché-réseau	459
4. Position et risque de change, terme et comptant, la pratique du marché	459
5. Les acteurs	460
B. LES DÉTERMINANTS ÉCONOMIQUES DU CHANGE	462
1. Approches par les marchés de biens et services	462
2. Approches financières	463
3. Approches par l'imperfection des marchés de capitaux	464
C. LE DÉBAT SUR L'EFFICIENCE DES MARCHÉS	468
1. L'emballement des marchés, une volatilité croissante	468
2. La théorie de l'efficacité des marchés	469
3. Plusieurs facteurs convergents peuvent éloigner de l'équilibre	470
4. La spéculation source de volatilité ou de stabilité ?	470
4. Deux types de solutions	473
III. Monnaie internationale, une question spécifique	474
A. QUELQUES POSITIONS DOCTRINALES	475
1. Les métallistes : les vertus de l'étalon-or	475
2. Keynes, une banque centrale mondiale pour éviter la déflation	477
3. Les partisans de la libéralisation du change	478

B. DES OUTILS D'ANALYSE PRÉCIEUX	480
1. Mundell-Fleming : équilibre en économie ouverte	480
2. Le triangle des incompatibilités	481
IV. Les leçons de l'histoire, organiser les relations monétaires	482
A. LES DIVERSES FORMES DU RATTACHEMENT À L'OR	482
1. 1870-1914, l'époque de l'étalon-or était-elle un âge d'or ?	482
2. 1918-1940, l'échec du système de Gênes, la guerre des monnaies	482
3. 1944-1973, le système de Bretton Woods rencontre rapidement sa limite	483
B. DEPUIS 1973, UN ÉTALON-DOLLAR DE FAIT INSTABLE PAR NATURE	486
1. 1973-1980 : face à la récession, abondance monétaire et baisse du dollar	486
2. 1980-1985 : envol du dollar et des taux, crise de la dette, priorités inversées	487
3. Entre 1985 et la fin des années 1990, une concertation tacite reprend du service	488
4. La globalisation multiplie les accidents	490
C. UNE RÉFORME EST-ELLE POSSIBLE, VERS UN RETOUR À LA RÉGULATION ?	494
1. Les zones-cibles, solution intermédiaire entre flottement et fixité	494
2. Les institutions internationales vont-elles reprendre l'initiative ?	495
V. L'unification monétaire européenne	497
A. BILAN DU SME, UN SUCCÈS PARTIEL	497
1. Les principes du Système Monétaire Européen (SME)	497
2. Stabilité relative : dix-sept réajustements entre mars 1979 et mai 1993	498
2. Contrainte monétaire, une thérapie efficace	499
3. SME ou zone mark ? Le SME est-il responsable de la récession ?	500
B. LE DÉBAT AUTOUR DE L'UNIFICATION MONÉTAIRE	501
1. Les avantages attendus par ses promoteurs	501
2. Théorie des Zones Monétaires Optimales, les conditions de l'UEM	502
3. Le débat autour de la « pensée unique »	503
C. DU GRAND MARCHÉ À L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE	506
1. Acte Unique Européen (1987) et « grand marché intérieur » (1993)	506
2. Triangle des incompatibilités, le grand marché implique l'UEM	507
3. 1991-1999, la réalisation de l'Union Économique et Monétaire	507
4. Depuis 1999, l'euro fonctionne mais ne convainc pas	511
CONCLUSION	514
CHAPITRE X – L'ÉTAT AU CŒUR DES ÉCONOMIES MODERNES	515
I. Nature et analyse de l'intervention publique	515
A. L'ÉTAT AU CŒUR DES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES	515
1. Les frontières de l'État, les classifications	515
B. LES INDICATEURS DE SON POIDS ÉCONOMIQUE	518
C. HISTORIQUE, L'ÉTAT AU CŒUR DES ÉCONOMIES CONTEMPORAINES	519
1. L'irrésistible essor de l'interventionnisme	519
2. De l'État-gendarme à l'État-Providence	519
3. La révolution libérale des années 1970-1980	520
4. Les explications classiques de cet essor	521

II. Doctrines, les économistes fascinés par l'État	522
A. CLASSIQUES : L'ÉCONOMIE POLITIQUE CONTRE L'ÉTAT	522
B. NÉO-CLASSIQUES : FONDER L'ÉTAT SUR L'INTÉRÊT INDIVIDUEL	523
1. La diversité des points de vue néo-classiques	523
2. Pression du marché, bureaucratie et boulimie d'État	527
C. KEYNÉSISME ET POLITIQUE CONJONCTURELLE	528
1. Keynes et L'État-Providence	528
2. La politique conjoncturelle, principal apport de la pensée keynésienne	529
D. LA CONTRE-OFFENSIVE LIBÉRALE DES ANNÉES 1970-1980	530
1. Les effets pervers des politiques de plein emploi	530
2. Le trop d'État et le renouveau des théories de l'offre	530
E. LA CONCEPTION MARXISTE : L'ÉTAT BÉQUILLE DU CAPITAL	531
F. RÉGULATIONNISME, L'ÉTAT, UN COMPROMIS SOCIAL INSTITUTIONNALISÉ	532
CONCLUSION	533

CHAPITRE XI – RÉGULATION MARCHANDE ET RÉGULATION ADMINISTRÉE **535**

I. Typologie des biens, défaillances du marché et régulation	535
A. TYPOLOGIE DES BIENS	536
1. Les marchés des biens naturels non renouvelables ne peuvent s'auto-équilibrer, ils procurent des rentes	537
2. Les biens reproductibles	538
B. L'INTERVENTION PUBLIQUE A ÉTÉ JUSTIFIÉE PAR L'ÉCHEC DU MARCHÉ	543
1. Cas des biens méritoires ou tutélaires	544
2. Cas des effets externes : internaliser les externalités	544
3. Cas des biens non reproductibles et rares	545
4. Cas des monopoles naturels	545
II. La mise en cause du modèle étatiste traditionnel	546
A. LES CRITIQUES LIBÉRALES : DÉFAILLANCES DE L'ÉTAT	546
1. Critiques internes	546
2. Critiques externes	547
B. LES MÉTHODES ALTERNATIVES À L'INTERVENTION PUBLIQUE	550
1. Privatisation des productions marchandes dont la tutelle paraît injustifiée	550
2. Redéfinition et concurrence des services économiques d'intérêt général	552
3. Créer des marchés des droits contre les externalités négatives	553
4. Cas des biens non reproductibles rares	555
5. Cas des monopoles naturels	555
C. LA DÉRÉGLEMENTATION : DE L'ÉCHEC DE L'ÉTAT À L'ÉCHEC DU MARCHÉ	555
1. Le bilan de la mise en concurrence et de la déréglementation	555
2. Les marchés de droits : l'apparence du marché plus que sa réalité	558
D. RÉFORMER LA GESTION DES SERVICES PUBLICS	559
1. Depuis le rapport Nora (1970), la révolution de la gestion du secteur public	559
2. Règles de gestion incitant à l'économie	559
3. Allouer les budgets aux missions plutôt qu'aux institutions	559

4. ... ou aller jusqu'au bout de la logique libérale en introduisant, sur le modèle britannique des doses élevées de marché au sein des administrations publiques	560
CONCLUSION	561
CHAPITRE XII – L'ÉTAT ET LA REDISTRIBUTION	563
I. Pourquoi redistribuer ?	563
A. UNE VOLONTÉ NOUVELLE DE PRISE EN CHARGE DU SOCIAL	563
B. LE RECOURS À L'ASSURANCE, LA MUTUALISATION DES RISQUES	565
1. Elle abaisse le coût au niveau du risque moyen	565
2. Le marché de l'assurance est défaillant car il y a asymétrie d'information	565
C. COMMENT PEUT-ON ANALYSER LA QUESTION DE L'INÉGALITÉ ?	566
1. Égalité, mais de quoi ?	566
2. Différences, inégalités et sentiments de justice	567
3. Égalité ou équité ?	568
D. UN DÉBAT CENTRAL : L'EFFICACITÉ PAR, OU CONTRE, LA JUSTICE ?	569
1. Libéralisme : la redistribution désincite au travail et à la performance	570
2. Approches keynésiennes : la redistribution est un facteur de croissance	573
3. Économie du bien-être : une justification néoclassique de la redistribution	574
4. Les théories du contrat social	578
II. L'organisation de la redistribution	580
A. LES MODÈLES D'ÉTAT-PROVIDENCE	580
1. Bismarck et Beveridge	580
2. Les systèmes diffèrent par le degré de démarchandisation (Esping-Andersen)	581
B. LA MÉCANIQUE REDISTRIBUTIVE FACE AUX PRINCIPES DE JUSTICE	582
1. Un vaste système de transferts de ressources...	582
2. Qu'est-ce qu'un impôt juste ?	583
3. L'effet des prestations est symétrique à celui des prélèvements	585
C. LES CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME REDISTRIBUTIF FRANÇAIS	585
1. Des prélèvements peu redistributifs du fait du poids des cotisations sociales et des taxes sur la consommation	585
2. Une protection d'abord assurantielle qui évolue vers l'assistance sous la contrainte d'une aggravation des problèmes sociaux	588
3. Un résultat largement aléatoire	590
4. ... mais un bilan néanmoins fortement redistributif	590
III. La crise de l'État-Providence	591
A. LE DÉCHIREMENT DU VOILE D'IGNORANCE	591
1. La révélation de ses bénéficiaires met en danger la redistribution	591
2. Le contrat social révisé	591
B. QUESTIONS CRUCIALES : RECETTES	592
1. L'emploi	592
2. Le système fiscal	593
3. L'État-providence pèse-t-il sur la croissance ?	594
C. QUESTIONS CRUCIALES : DÉPENSES	595
1. La santé, un secteur gouverné par l'offre à rendement marginal décroissant	595
2. Le vieillissement	598
CONCLUSION	605

CHAPITRE XIII – L'ÉTAT RÉGULATEUR : LES POLITIQUES CONJONCTURELLES	607
I. Objectifs et moyens	607
A. VARIABLES-OBJECTIFS ET VARIABLES-INSTRUMENTS	607
1. Rapprocher des grands équilibres	607
2. Mais ils tendent à se contredire : carré magique et <i>stop and go</i>	608
3. Les conditions d'efficacité	609
B. LES INSTRUMENTS : BUDGET, MONNAIE, ET RÈGLEMENTS	609
1. La politique budgétaire	609
2. La politique monétaire	611
3. La politique réglementaire	613
II. Un cadre théorique keynésien contesté	615
A. LA FONCTION DE CONSOMMATION, LE MULTIPLICATEUR ET L'ÉQUILIBRE	615
1. Le modèle de départ du « keynésianisme hydraulique »	615
2. Le schéma IS-LM et le <i>policy-mix</i> en économie fermée	618
3. Le schéma IS-LM en économie ouverte : le modèle Mundell-Fleming	620
B. LA COURBE DE PHILLIPS ET L'ARBITRAGE INFLATION-CHOMAGE	622
1. L'espoir de relances non inflationnistes s'éloigne	622
2. Chômage d'équilibre et politique des revenus au centre du pilotage conjoncturel	623
C. LA CONTESTATION NÉOLIBÉRALE DES POLITIQUES KEYNÉSIENNES	624
1. Les limites de l'interventionnisme	624
2. Le retour en force des thèses libérales	625
3. La courbe de Phillips verticale et le gouvernement par la règle	627
D. UN CONSENSUS INCOMPLET	629
1. Les éléments d'un accord assez large	629
2. Mais, deux grandes divergences subsistent	630
III. Les politiques conjoncturelles dans l'Union européenne	635
A. UN DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DÉARTICULÉ	635
1. La politique budgétaire est subordonnée, sa coordination avec les politiques monétaire et de change est hasardeuse	635
2. L'indépendance radicale et les objectifs de la BCE, des choix discutés	636
B. LES COMPOSANTES DE LA POLITIQUE CONJONCTURELLE	639
1. La politique de change	639
2. Les politiques budgétaires	642
3. La politique monétaire	645
CONCLUSION	651
CHAPITRE XIV – ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT	653
I. Qu'est-ce que le sous-développement ?	654
A. LES TIERS-MONDES	654
1. Les classifications	655
2. Incertitude statistique très forte	657
B. LES CARACTÉRISTIQUES DU SOUS-DÉVELOPPEMENT	658
1. Le développement modifie les structures socio-économiques	659
2. Une situation, le dénuement, un objectif, le développement humain	659

3. Structure socio-économique : la désarticulation	660
4. Structure socio-politique : inégalité et privation de liberté	664
II. Les analyses théoriques	666
A. NÉOLIBÉRALISME ET KEYNÉSIANISME, LE RÔLE CENTRAL DU MARCHÉ	666
1. Le sous-développement est un retard de développement	666
2. Le rôle des institutions : la modernisation de l'économie par le marché	668
3. Contact avec les PDEM : libre-échange et croissance transmise	669
4. La redécouverte de l'État dans les années 1980 : la croissance endogène	670
5. Application pratique : le consensus de Washington	670
B. STRUCTURALISME : INDUSTRIALISME SOUS CONTRÔLE ÉTATIQUE	672
1. Le dualisme est la caractéristique distinctive du sous-développement	673
2. Développement : une industrialisation dirigée	673
3. Contact avec l'extérieur : dépendantisme et dangers de l'extraversion	674
C. MARXISME ET TIERS-MONDISME : DOMINATION ET EXPLOITATION	675
III. Le développement en quelques questions	677
A. LA DÉMOGRAPHIE : ATOUT OU OBSTACLE ?	677
1. La notion de révolution démographique	677
2. Explosion démographique : une énorme différence d'échelle	679
3. La deuxième phase de la transition démographique est commencée	679
3. La population est-elle un atout ou un obstacle du développement ?	680
4. Le problème est différentiel : urbanisation, et santé publique	682
B. AGRICULTURE	683
1. Situation et évolution	684
2. Des structures et des stratégies inadaptées	684
3. Agriculture et développement : le modèle britannique	686
4. Succès et limites des « révolutions vertes »	687
5. La difficile intégration dans la chaîne mondiale de production	688
C. INDUSTRIE	689
1. Le piège de l'extraversion et des spécialisations primaires	689
2. Les stratégies d'industrialisation	691
D. FINANCEMENT : AIDE ET DETTE, BOOM ET KRACH	696
1. Le débat autour de l'apport financier extérieur et des flux de capitaux	697
2. Aide et transferts financiers au profit des pays en développement	701
3. L'envol des déséquilibres courants provoque celui de la finance mondiale	703
4. La gestion de la dette par le système financier international	706
CONCLUSION	712
BIBLIOGRAPHIE	713
INDEX	731